

Cinq raisons pour lesquelles l'Union Européenne doit investir dans la rénovation thermique des logements des ménages en précarité énergétique

Bruxelles et Paris
16 December 2014

Selon Eurostat 55 millions de personnes se trouvent dans l'incapacité de réguler la température de leur logement, en consommant souvent plus d'énergie que la moyenne. 51 millions d'européens doivent faire face à des impayés de facture d'énergie. Au total entre 50 et 125 millions de personnes sont en précarité énergétique en Europe¹, en raison de la mauvaise qualité de leur logement. Parmi eux, au moins 5 millions de ménages vivent dans une privation matérielle sévère et leur logement ne sera amélioré ni par le marché, ni par les collectivités publiques locales et nationales, aux capacités d'investissement réduites par la rigueur budgétaire et la prudence des marchés. Un complément moyen de 10 000€ par logement représenterait le levier nécessaire et suffisant pour permettre de lancer les réhabilitations, comme cela a été prouvé par diverses politiques nationales.

Le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a annoncé une enveloppe de 300 milliards d'euros destinés à l'investissement en Europe. L'affectation de 50 milliards d'euros (17% du plan), à la rénovation thermique des logements permettrait d'améliorer ces 5 millions de logements les plus exposés à la précarité énergétique. Et voici les cinq raisons qui font de la rénovation thermique des logements, ciblée vers les ménages en précarité énergétique, le meilleur investissement possible :

Un enjeu de relance économique : créer des emplois sur tout le continent

Selon diverses études européennes, chaque million d'euros investi dans la rénovation énergétique de logements crée entre 12 et 19 emplois. 50 milliards d'investissement créent 600 000 à 950 000 emplois. Par essence, ces emplois ne peuvent pas être délocalisés et s'adressent largement aux catégories de population à faible qualification, les plus frappées par le chômage de masse. Les emplois induits sont également l'occasion de développer une « ingénierie verte » du secteur de la construction. Aucun autre investissement public ne propose un tel rendement entre l'argent investi, le nombre d'emplois créés et le soutien à une possible longueur d'avance technologique dans la compétition internationale.

Un enjeu d'indépendance énergétique et de balance commerciale

La facture énergétique de l'Union européenne représente 400 milliards d'euros par an, soit plus du cinquième de nos importations. Cette dépendance de l'Union Européenne pour son approvisionnement en énergie importée de zones périphériques, soulève également des enjeux diplomatiques. L'effort de transition énergétique vers les énergies renouvelables est un élément d'indépendance énergétique et d'équilibre commercial. La rénovation thermique des logements est l'autre pilier nécessaire de cette stratégie. Il ne s'agit pas seulement de produire de l'énergie en Europe, mais également de diminuer significativement la demande d'énergie. La rénovation thermique des logements permet de diviser par quatre la consommation d'énergie, dans un secteur

¹ Projet EPEE, 2009

qui totalise près d'un tiers de l'énergie consommée en Europe chaque année. Là encore, aucun autre investissement ne propose un tel rendement, en matière d'indépendance énergétique et d'amélioration de la balance commerciale des Etats membres de l'Union Européenne.

Un enjeu environnemental majeur : la réduction des émissions de CO₂

L'enjeu environnemental est essentiel dans la mesure où le logement produit un tiers du CO₂ émis en Europe. La division par quatre de la dépense énergétique dans les logements réhabilités permettrait de réduire significativement l'émission de dioxyde de carbone. Là encore, une politique de rénovation thermique est le moyen par lequel les investissements peuvent être les moins coûteux pour un rendement massif et de long terme.

Un enjeu de réduction des dépenses de santé

Les groupes exposés à la précarité énergétique (c'est-à-dire ceux qui dépensent plus de 10% de leurs revenus dans leur facture énergétique et ceux dont la facture d'énergie fait basculer le « reste pour vivre » au niveau de celui des ménages en dessous du seuil de pauvreté) connaissent des pathologies ponctuelles et chroniques bien supérieures aux groupes non exposés à la précarité énergétique. Les études menées dans différents pays tendent à démontrer que chaque euro investi dans la rénovation thermique des logements permet d'économiser 42 centimes sur les dépenses de santé. La rénovation thermique des logements contribuerait ainsi non seulement à l'amélioration de la qualité de vie des ménages, mais aussi à l'amélioration de l'équilibre budgétaire des Etats membres.

Un enjeu de solidarité

La précarité énergétique, l'inégalité face au froid, est une des injustices les plus mordantes à l'échelle individuelle. C'est en outre un clivage qui creuse les inégalités de revenus. Les ménages les plus pauvres vivent souvent dans les logements aux plus mauvaises performances énergétiques. C'est à la fois pour des motifs de justice sociale et pour des motifs d'efficacité que les politiques publiques doivent cibler en priorité les 30% des ménages aux revenus les plus faibles dans chaque pays. Cela permet d'éviter que les moins riches soient ceux qui dépensent le plus pour se chauffer et cela permet de cibler les logements dont les performances sont faibles et qui ont le moins de chance d'être réhabilités par le marché libre. En même temps, la cible est suffisamment large pour éviter les effets de seuil, qui écarterait de la solidarité ceux qui vivent très difficilement avec un revenu à peine supérieur au seuil de pauvreté. L'investissement dans la rénovation thermique est un outil de cohésion sociale et territoriale, une contribution de l'Union Européenne à plus de justice sociale, qui permettra aux ménages à faibles revenus de retrouver un peu de marge de manœuvre dans le budget familial, donc de consommation de proximité qui procèdera d'un cercle vertueux pour la relance de l'économie locale, la plus créatrice d'emplois. Par ailleurs, dans plusieurs états-membres, les collectivités locales prennent en charge une partie de la facture énergétique des ménages. Investir dans la rénovation énergétique de ces logements permettra de redéployer ces moyens sur d'autres enjeux de solidarité.

Pour ces cinq motifs, nous, associations de solidarité et de défense de la dignité humaine, associations de défense de l'environnement, acteurs du logement, de la santé, de l'économie, demandons à la Commission européenne de consacrer 50 milliards d'euros à la rénovation thermique des logements des ménages en situation de précarité énergétique. Cela ne représente

que 17% de l'enveloppe envisagée, et c'est l'investissement le plus rentable possible, à tous points de vue.

Première organisations appelant à « €50Mrds contre la précarité énergétique » :

FEANTSA (Fédération des associations nationales de travail avec les sans-abri)



FEANTSA

Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés



HELIO International



Housing Europe (Fédération européenne des organismes de logement social)



Réseau Action Climat



Association Internationale des Locataires



CLER - Réseau pour la transition énergétique

